

Evacuation du bidonville de Saint-Ouen : Indignité érigée en système !

Le bidonville de Saint-Ouen a été évacué ce mercredi matin 27 novembre. Plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont ainsi renvoyés sans solution à une plus grande précarité sanitaire et sociale. L'insécurité va s'accroître pour tous en pleine période hivernale. De nombreux enfants vont perdre l'acquis d'une fréquentation scolaire en cours ou se trouver encore un peu plus éloignés de toute perspective de scolarisation.

Une fois de plus l'Etat et les forces de police ont agi au mépris des recommandations qui figurent dans la circulaire interministérielle du 26 août 2012. Les mois qui viennent de s'écouler n'ont vu aucune action pour mener un diagnostic social et rechercher des solutions alternatives : les occupants de ce campement venaient de tous les coins déjà évacués en Ile de France ; on les retrouvera demain ailleurs, un peu plus loin et un peu plus précaires.

Cette évacuation est un nouvel et terrible aveu d'impuissance pour ceux qui prétendent agir pour une meilleure intégration des populations de Roms migrants dans les institutions et qui font assaut de belles paroles dans les colloques (préfets de région, responsables de la DIHAL, élus divers). Les moyens existent : c'est la volonté politique qui fait défaut. On pourrait avancer, même modestement : on régresse !

C'est aussi un désaveu pour le Défenseur des droits dont les observations critiques sont accueillies avec une belle indifférence.

La Fédération de Seine-Saint-Denis de la Ligue des Droits de l'Homme condamne cette évacuation forcée sans solution. Elle réclame un plan d'urgence pour les mal logés en Ile de France et ailleurs en Régions, la réquisition de tous les lieux pouvant permettre l'hébergement d'urgence, la mobilisation de tous les crédits et moyens disponibles pour effectuer un suivi social efficace des expulsés et pour mettre les personnes vulnérables à l'abri.

Au moment où beaucoup de français se mobilisent légitimement contre d'insupportables résurgences du racisme, il serait indigne que la violence sociale qui s'exerce contre les Roms s'apparente à la mise à l'écart organisée, systématique et institutionnalisée de toute une population, supposée incapable de s'intégrer.

La xénophobie de l'Etat a trop fait de ravages dans l'histoire pour qu'on puisse accepter que la République française continue à agir au mépris de ses propres directives, mais surtout au mépris de ses principes et de ses engagements internationaux pour le respect des droits fondamentaux.

Contact sur ce dossier :

Catherine Choquet / 06 63 55 61 15 / choquet@univ-paris1.fr
Jean Michel Delarbre / 06 89 30 86 15 / delarbrejm@laposte.net